

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Closerie ; A PARIS, chez MM. Havas, Laflitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economiste ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX : RUE NAIN, 1.
Roubaix, Tourcoing :
Trois mois : 12 f.
Six mois : 23
Un an : 44
Abonnement continu, sauf avis contraire

ROUBAIX, 6 MAI 1870

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du Journal de Roubaix.

AUX ÉLECTEURS ROUBAISIEIS

ELECTEURS,
Nous sommes tous appelés à donner notre vote sur les changements qui ont été apportés à la Constitution.

L'Empereur, dans son Plébiscite, nous demande si nous les approuvons OUI ou NON.
Nous n'avons pas la prétention de vous dicter une opinion; mais nous voulons vous dire quelles sont les raisons qui nous déterminent à voter OUI, et à vous conseiller de voter comme nous.

C'est que les changements qui ont été apportés à la Constitution, répondent aux vœux de la Nation qui, en les approuvant, ne fera que confirmer son œuvre.

C'est que ces changements donnent à nos députés le droit de régler les tarifs de douane et par conséquent de s'opposer à l'entrée de marchandises dont les effets pourraient être funestes aux intérêts de l'industrie.

C'est qu'enfin ces changements, en réalisant l'alliance de la liberté et de l'autorité, donnent satisfaction aux aspirations libérales du pays, tout en le sauvegardant contre de coupables et audacieuses tentatives révolutionnaires.

Nous voterons donc tous : OUI.

Par là, nous assurerons le travail, et nous échapperons aux désastres et aux misères inséparables de toute révolution violente.

Roubaix, 5 Mai, 1870.

Pierre CATTEAU,
Aimé DELFOSSE,
Constantin DESCAT,
Louis LEFEBVRE,
Jean LEFEBVRE,
Comte MIMEREL,
MOTTE-BOSSUT,
MOTTE-MOTTE,
SIOEN-PIN.

La déclaration suivante est extraite d'une consultation demandée par le journal le Français en faveur d'une forme de vote qui s'appellerait le vote formé :

Le vote pur et simple n'entraîne pour personne l'approbation sans réserve de toutes les dispositions de la Constitution nouvelle; il ne signifie qu'une préférence relative accordée à la Constitution sur celle de 1852; il ne peut pas préjuger et il ne préjuge pas l'avenir.

E. REVERCHON.
Ancien maître des requêtes au conseil d'Etat, avocat à la cour impériale de Paris.
Paris, le 30 avril 1870.

Certaines personnes essaient de faire croire aux ouvriers qu'en votant non, ils voteront pour la République.

En admettant un instant cette assertion comme exacte, veut-on savoir ce que serait aujourd'hui pour l'industrie l'avènement d'une République, même modérée ?
Ce serait l'application radicale du système libre-échangiste, car tous les hommes qui arriveraient au pouvoir, MM. Jules Favre, Jules Simon, Ferry, Gambetta, etc. etc., sont des libre-échangistes, des théoriciens, et des théoriciens plus imprudents encore que M. Rouher et les ministres du gouvernement personnel.

Que ceux donc qui, en votant non, croient voter pour la République, y réfléchissent bien :
La République, c'est le libre-échange radical, — la ruine pour les patrons, le chômage et la misère pour les ouvriers ;
Le régime libéral et parlementaire établi par M. Jules Brame et ses amis, c'est la modification des traités de commerce par la Chambre des députés — le retour de la prospérité pour l'industrie :
NON, C'EST LE LIBRE-ÉCHANGE;
OUI, C'EST LA PROTECTION.
Aux ouvriers de choisir.
EDMOND DUVAL.

grand sens politique. Le comité de la gauche radicale était réuni. M. Emmanuel Arago qui a déjà donné tant de preuves de son incapacité politique voulait lancer un manifeste décriant les manœuvres du gouvernement et niant l'existence du complot. M. Gambetta s'y opposa énergiquement, et comme il est en train de devenir le chef de l'opposition de même qu'il en est le véritable orateur, il obtint que l'on fit d'abord une démarche auprès de M. Bernier pour s'assurer de l'existence du projet d'attentat. Le juge d'instruction, sur l'avis du garde des sceaux, communiqua aux délégués du Comité un certain nombre de pièces. On ne sait encore s'il y aura scission entre les membres du Comité ni s'il sera publié au manifeste.

D'après le Figaro, les délégués des 30,000 maçons qui travaillent à Paris se sont réunis et ont décidé qu'ils voteront oui. En outre, on sait que beaucoup d'électeurs parisiens qui votent d'ordinaire pour les candidats d'opposition voteront pour le Plébiscite.

Dans le 2^e Arrondissement, par exemple, celui qui a élu M. Rancé, il est probable qu'il y aura plus de oui que de non.

M. Thiers n'a pas encore parlé; on assure qu'il aurait déclaré vouloir laisser toute liberté à ses électeurs.

M. de la Guéronnière a reçu une lettre de l'Empereur qui le félicite à propos de sa brochure.

On assure qu'immédiatement après la Proclamation du Plébiscite tous les ministres remettront leurs démissions à l'Empereur qui chargera M. E. Ollivier de composer un nouveau Cabinet; les autres ministres qui conserveront leurs portefeuilles sont MM. Segris, M. Richard, Le Boeuf, Rigault de Genoully.

On dit que M. Villéman, secrétaire perpétuel de l'Académie française est à la dernière extrémité et qu'il ne passera pas la nuit.

CH. CAROT.

Le complot

Rapport à S. Exc. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, par M. le procureur général Grandperret.

Monsieur le Garde des sceaux,

J'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence la convocation de la Haute Cour de justice, pour la saisir de l'affaire du complot, dont une information judiciaire a réuni les éléments et les preuves.

Je place sous vos yeux, monsieur le garde des sceaux, un exposé sommaire des faits qui me paraissent motiver impérieusement cette mesure.

Depuis longtemps l'autorité était avertie qu'au milieu des réunions publiques les révolutionnaires ardents s'étaient reconnus et rapprochés pour organiser une insurrection et préparer un attentat contre la vie de l'Empereur.

Leurs conciliabules secrets furent constatés; ils se tenaient habituellement chez les nommés Dupont, Jules Fontaine, professeur de mathématiques, Guérin, condamné en 1848 pour avoir pris part à l'insurrection de juin, et plus rarement chez les nommés Petiau, artiste peintre, et Sappia, correspondant de Mazzini. Là s'assemblaient, outre Dupont, Jules Fontaine, Guérin, Petiau, Sappia, les nommés Verdier, Benel, Pellerin, Ruault, Tony Moilin, docteur en médecine, Godinot, lieutenant de la garde mobile, Mégy, qui a tué l'agent de police Mourou, Cournot, rédacteur du Réveil, et beaucoup d'autres connus par leur exaltation socialiste.

La composition, la périodicité de ces réunions, les précautions dont on les entourait, indiquaient assez leur caractère; on ne tarda pas à savoir ce qui se passait. Le 28 janvier dernier, l'un de ceux qui y assistaient habituellement, Verdier, se présenta à la préfecture de police, et déclara qu'il était au complot contre la sûreté de l'Etat, mais que repoussant toute participation à un assassinat, il apportait des révélations sur des menées dont il voulait se dégager.

Le but principal des réunions dont je faisais partie, disait-il, était de discuter les questions sociales. Peu à peu leur caractère devint plus accentué, et alla ainsi en augmentant jusqu'à ce jour où des bruits alarmants sur la santé de l'Empereur commencent à circuler. Alors on discute les chances et les moyens pratiques de faire le mouvement révolutionnaire; des souscriptions furent ouvertes dans tous les groupes pour des achats d'armes; les dons volontaires furent faits par les membres les plus aisés. L'indécision des chefs fut l'une des causes principales que, le 12 janvier, il n'y eut à Neuilly aucune démonstration. L'opportunité d'un mouvement révolutionnaire ayant

été discutée la veille, Blanqui répondit que ses hommes ne marcheraient pas, ce qui n'empêcha pas un assez grand nombre d'être eux de venir à Neuilly. Néanmoins les groupes de Belleville, la Chapelle, Saint-Antoine, Ménilmontant, Batignolles, Vaugrard, Saint-Marceau, obéissent aux nommés Dupont, Fontaine, Tony, Moilin, Sappia, Ruault et autres, étaient décidés à se battre et armés.

Aujourd'hui il y a fusion entre le parti Blanqui, dont les représentants sont les frères Villeneuve, Tridon, Gois, Rigault, Jarcard, et le parti cité plus haut.

Il y a un comité d'action et un comité central. Le but de ces comités est de faire coïncider un mouvement révolutionnaire avec un attentat contre la vie de l'Empereur. Des versements d'argent ont été faits pour fabriquer des bombes et autres ingrédients propres à l'accomplissement de ce crime.

Verdier signa ces déclarations.

Plus tard, après avoir passé en Belgique, il adressa au journal le Rappel une lettre dans laquelle il nia l'authenticité du document qui précède. Or, non-seulement une expertise établissant que la pièce émanait de lui, mais M. le secrétaire-général de la préfecture de police et M. le commissaire Lagrange, tous deux entendus dans l'instruction, ont déclaré que Verdier avait fait ses révélations devant eux.

Au surplus, les avertissements reçus furent bientôt confirmés par les troubles qui, le 7 février, suivirent l'arrestation de M. Rochefort. La présence de plusieurs affiliés y fut signalée. Le 10 février, Godinot, Sappia, Dupont, Petiau, Fontaine, Sappia, Gérardin, Ramet, Rousseau furent arrêtés chez Dupont; presque tous étaient armés de revolvers; d'autres conjurés furent saisis à leur domicile, où l'on trouva des armes, des munitions et des correspondances significatives. Lorsque, en vertu de mandats judiciaires, des agents se présentèrent, le 11 février au matin, à la porte de Mégy, celui-ci déclara sur eux son pistolet, et un sortant de ville tomba mortellement frappé. J'ai tiré dans le tas, a-t-il dit plus tard, Mégy dans un interrogatoire.

Les charges étaient déjà si graves que Godinot, confronté avec les agents qui avaient constaté sa présence aux réunions clandestines, entra dans le voie des aveux par une lettre où, tout en cherchant à diminuer sa responsabilité, il confirme et complète les révélations de Verdier. J'appris chez Dupont, dit-il, les noms de quelques habitués; il me conduisit chez Petiau; je retrouvai là à peu près les mêmes hommes, plus Sappia, à qui je fus présenté; huit jours après, j'y retournai. Le lendemain de la manifestation provoquée par l'enterrement de Victor Noir, nous nous trouvâmes chez Dupont. On déplorait l'avortement de la révolution. On maudit Rochefort; on exalta Flourens. Je fus seul à soutenir qu'on avait eu raison de ne rien faire, que la révolution se ferait toute seule; Fontaine, le plus acharné de mes adversaires, me dit que décidément je n'avais pas l'étoffe d'un révolutionnaire; que le peuple était là, qu'il était prêt, qu'il avait des armes. — Quelles armes, lui dis-je, des revolvers? — On n'avait pas que des revolvers, me répondit-il, on avait aussi des bombes orsiniennes et des bouteilles de nitroglycérine; on m'expliqua alors les effets de cet engin meurtrier.

Godinot exposait ensuite ce qui s'était passé, suivit lui, dans les réunions auxquelles il avait assisté.

Lorsqu'on fit connaître ces aveux à Guérin, qui jusqu'alors avait tout nié, il s'écria que puisqu'il était dénoncé par un homme qui cherchait à se tirer d'embarras en perdant les autres, il dirait la vérité tout entière. Son interrogatoire est en effet l'histoire complète de la conspiration. Ce document, confirmé d'ailleurs par les constatations des agents, par les correspondances saisies, par les révélations de Verdier et de Godinot, par les aveux partiels de plusieurs inculpés, ne laisse aucun doute sur l'existence d'un complot, sur l'organisation, le but et les moyens des affiliés, et sur leur résolution d'agir.

Voici une analyse succincte de ces déclarations de Guérin.

Il dit que l'effervescence développée par les réceptions publiques a réveillé les hommes d'action et leur a permis de se retrouver. Il fut décidé, à l'instigation de Tridon, des frères Villeneuve, de Jarcard, de Gois, agents de Blanqui, qu'on organiserait des réunions clandestines pour former des groupes révolutionnaires. Chaque soir, dans un café des Batignolles, on se rendait compte des résultats obtenus; en outre, les affiliés savaient qu'en cas d'événements graves, le rendez-vous était au café de Madrid.

A la fin de juillet dernier, Dupont, à sa disposition un moyen infallible de tuer l'Empereur; j'ai pris, dit-il, gros comme un pois de nitro-glycérine, je l'ai mis sous des gros pavés, et quand le feu a été mis à la glycérine, les pavés ont sauté à 15 mètres de hauteur.

A une autre réunion, Dupont fit prêter par les affiliés le serment de garder le secret de leurs projets, et de frapper à mort, partout où on le rencontrerait, celui qui trahirait. Après ce serment, il proposa la formation de groupes qui ne communiqueraient qu'avec leurs chefs; les chefs, ensuite, communiqueraient seuls entre eux. On décida le versement de cotisations afin d'acheter des revolvers, soit pour tuer l'Empereur, soit pour participer à une insurrection. Benel

fut chargé de recueillir les souscriptions; en outre, Dupont vanta de nouveau la nitro-glycérine. On constitua les groupes de Saint-Ouen; de Lagny-sur-Marne; de Batignolles. Le dernier fut placé sous la direction commune de Dupont et de Fontaine. Les affiliés devaient être à l'avenir désignés par un chiffre correspondant à l'inscription de leurs noms, (ce qui fut réalisé) ainsi que le constate une liste écrite par Benel, et jointe à la procédure.

A une réunion chez Dupont, le 19 septembre, Fontaine apporta cinq revolvers et cinq boîtes de cartouches, achetées par lui pour les conjurés; les armes furent tirées au sort avec les numéros de la liste de Benel, et devinrent le partage de Cellot, Chasseigne, Dorin, Bourquin et Baschin.

A la fin de septembre, chez Guérin, Dupont annonça qu'il avait acheté quatre revolvers; un pour lui, les trois autres pour Balthaz, Mollevaux et Touchard.

Le 2 octobre, une réunion a lieu chez Guérin sur la demande de Dupont, qui lui avait écrit la lettre suivante, jointe à la procédure :

Mon vieux Guérin,

L'homme propose, et les événements disposent; c'est pourquoi, hier, je suis allé vous prévenir que très-probablement, quelques semaines se passeraient sans que j'eusse le plaisir de me trouver avec les amis d'Oden, tandis qu'aujourd'hui, au contraire, je vous adresse quelques mots pour vous proposer de vouloir bien les réunir tous, si faisais-je, pour la soirée du 2 octobre, à partir de huit heures. Un hasard des plus heureux m'a fait mettre la main sur un groupe tout constitué, et dont je connais depuis longtemps les principaux chefs, sans avoir jamais soupçonné qu'ils s'occupaient aussi activement de politique. Ces quelques hommes, tout ce qu'il y a de plus honnêtes en tout ce qui est révolutionnaire, se sentent, et il n'est pas fait à tout prix. Bientôt, à samedi, afin qu'ils puissent juger de notre organisation, et se fier à nous en connaissance de cause. Je compte sur vous.

Le 2 octobre, la réunion fut nombreuse; 32 affiliés y assistèrent; ils jurèrent de s'armer pour faire, le 20, une manifestation insurrectionnelle.

A la réunion suivante, chez Guérin, Mégy était présent. On abandonna le projet d'une manifestation pour le 26, mais on promit de se préparer à l'attentat, contre la vie de l'Empereur.

Le 9 décembre, on se réunit chez Dupont; Guérin, Pellerin, Fontaine, père et fils, Petiau, Gérardin, Botquet, Rousseau, Berton, Verdier, Ramet, Gois, Sappia, étaient présents. Gois, qui représente Blanqui, discuta avec Fontaine, Dupont et Guérin le moyen d'approcher de l'Empereur pour le frapper. Sappia dit que le parti révolutionnaire, quoique en minorité, pouvait entraîner les masses, et qu'il suffirait pour cela de quelques hommes dévoués jusqu'au sacrifice de leur vie. Benel Dupont promit des affiliations dans l'armée.

Quelques jours après, nombreuse réunion chez Petiau; Cournot excita à l'assassinat de l'Empereur.

Le lendemain, Guérin assiste à un conciliabule chez Sappia; Dupont y expose la manière dont les groupes étaient formés, et à l'aide de quelles ressources ils étaient armés.

Enfin, dans la soirée du 11 janvier, les chefs tiennent séance chez Petiau, pour concerter la conduite à tenir le lendemain à l'enterrement de Victor Noir. Ils décident qu'ils se rendront armés à la maison mortuaire.

Les excitations ne leur manquaient pas; la Marseillaise, le Rappel, le Réveil, avaient publié de véritables appels aux armes. Dans la plupart des réunions publiques, les orateurs avaient poussé à l'action. Flourens avait dit à Belleville : « Demain, il faut vaincre ou mourir. Ce n'est pas une émeute, c'est une révolution, qu'il faut avoir faite avant la nuit. »

Guérin affirme que les affiliés étaient accourus à l'enterrement avec des armements très-véhicules.

On sait quels efforts fit Flourens pour diriger le cortège sur Paris; Benel prit les chevaux par la bride; Fontaine père le soutenait avec la plus grande énergie; l'exaltation était grande; on était résolu à se battre; mais l'intervention de Rochefort déjoua ces espérances, et les assistants furent entraînés vers le cimetière.

Le lendemain, les réminiscences échangées dans les journaux révolutionnaires trahirent les regrets des conjurés. L'heure était suprême, écrivait Flourens en reprochant à Rochefort son attitude; le sang de Noir allait être vengé par la démocratie et l'aider elle-même à se venger.

M. Rochefort répondait dans la Marseillaise : « Nous étions peu armés, de plus, les projets du lendemain avaient été évanouis imprudemment la veille dans les réunions publiques. »

Cependant, on comptait retrouver bientôt l'occasion perdue, et l'on s'y préparait avec un redoublement d'ardeur. Le 21 janvier, la plupart des affiliés assistaient au banquet républicain de St-Mandé; Gronier, agent de Félix Pyat, y lisait une lettre de ce dernier, dont il suffira de citer quelques passages, pour en faire juger le but et la portée.